

Odile Macchi

Sociologue, responsable du pôle Sciences sociales
Pôle observatoire
Samusocial de Paris
Paris

Les sans-abri vieillissants du métro parisien



¹ Collectif Les Morts de la rue (2019). *Mortalité des personnes sans-domicile 2018. Enquête Dénombrer et Décirer*. Repéré à http://www.mortsdelarue.org/IMG/pdf/RAPPORT_A5_2017Web.pdf

² Arnaud, A. et al. (2018). *Handicap et perte d'autonomie chez les personnes sans domicile. Exploitation secondaire des données de l'enquête HYTPEAC*. Paris : Observatoire du Samusocial.

³ Loison-Leruste, M., Arnaud, M. et Roullin, B. (2015). *Les personnes de 50 ans ou plus utilisant des services d'hébergement et de distribution de repas pour sans-domicile*. Étude pour l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

⁴ Cette observation se situe dans la lignée du « syndrome de désocialisation, selon lequel les personnes perdent progressivement leurs repères spatio-temporels et même humains à force de vivre dans la rue », syndrome en vigueur dans les milieux médicaux à partir de l'enquête menée par Patrick Henry sur les sans-abri rencontrés à l'hôpital de Nanterre. E. Gardella, *L'urgence sociale comme chronopolitique. Temporalités et justice sociale de l'assistance aux personnes sans-abri en France depuis les années 1980*, p. 77.

L'âge moyen de décès des personnes à la rue est inférieur à 50 ans, estime le collectif Les morts de la rue¹. Cependant, la proportion de personnes âgées parmi les sans-abri tend à augmenter et cette population connaît un vieillissement prématuré. Celui-ci se traduit, par exemple, par des problèmes physiques limitant les activités quotidiennes². La prévalence de limitations physiques fortes est plus élevée chez les sans-abri qu'en population générale et augmente avec l'âge et le temps écoulé depuis la première perte de logement. L'accompagnement des sans-domicile vieillissants interpelle de façon de plus en plus large les professionnels du secteur social et médicosocial, en ce qu'ils constituent « la dernière frange des exclus des dispositifs institutionnels de l'intégration sociale³ ».

Ce phénomène de vieillissement prématuré à la rue semble encore plus prégnant s'agissant des personnes qui trouvent refuge dans le métro. Le docteur Patrick Henry, qui a créé la première consultation médicale pour les sans-abri à l'hôpital de Nanterre, a souligné les effets délétères du métro tant sur la santé que sur l'inscription sociale de ceux qui y séjournent⁴. L'espace métropolitain serait le territoire des plus désocialisés d'entre les sans-abri, désocialisation qui, vue sous un prisme médical, est indissociable d'altérations physiques conséquentes et nécessite un sauvetage d'urgence.

En 2019, l'Observatoire du Samusocial de Paris a mené une enquête sur les sans-abri présents dans le métro parisien⁵ qui permet d'examiner plus précisément la situation des sans-abri vieillissants dans le métro.

Une population variée, fréquentant le métro selon des modalités diverses

Présents la plupart du temps, parfois dégradés physiquement, certains sans-abri sont, par leur forte exposition au regard public, la figure à partir de laquelle se façonne un imaginaire du « sans-abri du métro » – mais aussi des politiques publiques et des commandes d'enquête⁶. De fait, l'étude quantitative effectuée en juin 2019 décrit une population âgée et dans un état de santé plus dégradé que la moyenne, qui peut sembler conforme à l'image du « clochard » à demeure sur les quais du métro.

Les sans-abri recensés sont majoritairement des hommes seuls (82 %), avec une moyenne d'âge de 46 ans ; 54 % ont 45 ans ou plus, 18 % ont 60 ans ou plus. Leur durée d'errance est particulièrement longue : plus des trois quarts des sans-abri sont sans logement depuis au moins un an, près de la moitié, depuis au moins cinq ans et plus d'un quart, depuis au moins dix ans. Parmi la population enquêtée, 31 % des personnes déclaraient que leur état de santé était bon ou très bon, mais la même proportion se déclare également en mauvais ou très mauvais état de santé. En comparaison avec d'autres enquêtes, les sans-abri présents dans le métro ont eu plus souvent tendance à déclarer un mauvais état de santé.

Cependant, les sans-abri présents dans le réseau ne constituent pas une population homogène : à côté des habitués, ayant souvent connu une longue durée d'errance et passant le plus clair de leur temps sous terre, le réseau abrite des travailleurs précaires, des femmes qui fuient des violences, des jeunes en rupture familiale, des toxicomanes, des handicapés, des malades, dont la pathologie a brisé le parcours professionnel.

Leurs façons de prendre position dans le métro, comme un pis-aller ou comme dans un espace de ressources comme un autre, sont variables et dépendent de ces parcours de vie, qui donnent sens diversement à leur présence à la rue. Les habitués du métro y trouvent la plupart des ressources dont ils ont besoin. Figures connues des voyageurs, ils bénéficient de leurs dons, développent des interactions avec eux comme avec les différents intervenants de la station et restent ainsi, nuit et jour, dans un environnement qui leur est familier et où ils se sentent reconnus. Ils côtoient ceux qui n'utilisent le métro comme abri que pour leur nuit et organisent la plupart de leurs activités à l'extérieur, comme ils le faisaient avant de perdre leur logement, ainsi que ceux qui en sont absents la nuit mais y séjournent en journée, y trouvant un espace de sociabilité plus stable que dans les lieux extérieurs qu'ils connaissent.

Ainsi, la présence de sans-abri sur le réseau métropolitain se comprend dans l'économie plus large des modes de vie à la rue, ce qui suppose de prendre en compte le métro dans la diversité de ses espaces et dans sa capacité à répondre aux besoins des sans-abri, et de rapporter cette capacité aux autres espaces susceptibles de remplir cette fonction.

Viellir dans le métro : une solution préférable aux hébergements proposés pour certains

Parmi les habitués de longue date du métro se trouvent beaucoup d'individus ayant eu des parcours dominés par un rapport très précaire à l'hébergement et qui tirent parti des ressources qu'offre le métro, jugé préférable aux solutions d'hébergement d'urgence qui leur sont proposées. Loin que ces refus d'hébergement soient le signe d'une désocialisation⁷, ils sont souvent les indices que les liens que ces personnes ont tissés dans leur environnement de fortune leur sont plus précieux que l'assurance d'un lit pour la nuit. Elles peuvent toutefois, en fonction de leurs besoins, accepter d'être accompagnées ou se rendre par elles-mêmes dans un lieu d'assistance.

Bernard, 69 ans, ne peut dater le début de son installation dans le métro parisien. « Ça va faire pas loin d'une dizaine d'années », dit-il dans un premier temps. Une dizaine qui correspond plutôt à une vingtaine d'années, si l'on se réfère à la suite de son récit, et aux précisions des agents du Recueil social de la RATP qui se souviennent de lui et du groupe, installé à la station Nation, dont il faisait partie. « Ma mère était chtimi, mon père était gitan. Je suis fils unique, je suis né dans un garage. Parce que mon père, il avait pas les moyens d'avoir un appartement, quoi ! » Ses parents décédant alors qu'il avait 8 et 9 ans, Bernard a suivi un parcours résidentiel resté marqué par la précarité et l'impossibilité à avoir un « chez-soi ». Recueilli dans plusieurs foyers, il a ensuite vécu quelque temps dans une famille d'accueil, dont il s'est enfui à l'âge de 14 ans suite aux mauvais traitements qu'il y a subis et qui lui ont laissé des séquelles au niveau de la colonne vertébrale. Il a ensuite « fait la route », dormant au gré des villes où le conduisaient les conducteurs le prenant en stop, dans la rue ou dans divers abris de fortune : « J'ai même dormi dans

la neige au Mont-Saint-Michel, en faisant un igloo en neige, quoi, j'avais pas de carton, j'avais pas de duvet, j'avais rien. Quand on a pris la température de la neige, on n'a plus froid, on s'est rendu congelé ! »

Une fois à Paris, il vit en alternance dans le métro et dans les accueils de jour, les centres d'hébergement d'urgence, qu'il fréquente de temps à autre « pour prendre une douche, pour se reposer un peu » et, plus récemment, à la suite d'une intervention chirurgicale, à l'hôpital, en lit halte soins santé (LHSS), en maison de repos. Étant donné l'état physique de Bernard, sa place en maison de repos était conçue comme une solution d'attente avant que lui soit proposé un hébergement plus pérenne, mais il a quitté l'établissement au bout d'un mois.

Cette fuite pourrait accréditer l'idée d'une désocialisation progressive corroborée par une fréquentation de plus en plus rare des centres d'accueil, mettant en évidence le métro comme dernier abri possible pour des personnes de moins en moins tournées vers l'extérieur. Pourtant, le récit des raisons de son départ de la maison de repos témoigne plus d'une évaluation rationnelle des bénéfices relatifs à occuper ces lieux, en référence à d'autres endroits ou aux mêmes lieux fréquentés à une autre époque, que d'une incapacité à passer du temps en société, voire à s'extraire de l'enracinement dans le métro : « Si j'avais voulu, ils me gardaient encore le temps qu'ils me trouvent quelque chose, mais j'en ai eu tellement marre, c'est des barjos là-bas, je me suis sauvé. [...] La moitié là-bas, c'est rien que des handicapés, c'est rien que des malades mentaux. En plus, on était à quatre dans les chambres, y'en a ça ronflait, y'en a qui parlaient la nuit, excusez-moi, y'en a qui pètent la nuit, y'en a les toilettes dans les chambres, ils ont même pas le courage de se lever pour faire un pas pour aller aux toilettes, ils se lèvent même pas, ils s'assoient sur le lit, ils pissent dans le lit... »

Si l'on met ce récit en rapport avec la description de l'atmosphère régnant à la station de RER dans laquelle Bernard passe ses nuits actuellement, ou aux scènes de convivialité observées dans le sillage de nos entretiens, son choix apparaît cohérent et adapté aux ressources matérielles et sociales dont il dispose par ailleurs. Le parcours de Bernard est dépourvu d'expériences résidentielles stables qui puissent justifier de « tenir bon » dans un hébergement provisoire aux conditions dégradées. Qui plus est, son habitude de conditions d'habitat précaires, signe d'une forme d'immunité au quotidien (qui pourtant ne le soustrait pas aux conséquences sanitaires), lui fournit des ressources pour envisager d'autres possibles : il est aguerri à la rudesse des abris de fortune et dispose d'une gamme de solutions au sein desquelles le métro côtoie parcs, bungalows, garages et portes cochères.

La situation de Bernard – d'un côté âgé et, sans surprise, mal en point ; de l'autre, récalcitrant à toute forme d'enfermement et familier de la zone – illustre avec force les difficultés que ceux qui interviennent auprès des sans-abri peuvent avoir à leur proposer une aide adéquate : une aide qui réponde à une diversité de formes de dénuement et d'altération, mais qui tienne compte des capacités, même affectées, des personnes. Ces capacités se lisent notamment à travers les liens qui les rattachent à l'espace public, au double sens du mot, métropolitain. Leur prise en compte, en matière d'aide institutionnelle, pourrait constituer le socle d'un droit à l'habiter.⁸ ▶

⁵ Lebugle, A. et l'équipe de l'enquête SARR. (2019). *Les sans-abri présents dans le réseau de la RATP : principaux résultats de l'enquête SARR* (Rapport). Observatoire du Samusocial de Paris; Macchi, O. (2019). *Les sans-abri présents dans le métro parisien – Parcours, usages, interactions* (Projet financé par la RAPT, le conseil régional d'Île-de-France et le Samusocial de Paris). Paris : Observatoire du Samusocial.

⁶ Brousse, C. et al. (2008). *Les sans-domicile*. Paris : Éditions La Découverte.

⁷ Gardella, E., et Arnaud, A. (2018). *Le sans-abrisme comme épreuves d'habiter. Caractériser statistiquement et expliquer qualitativement le non-recours aux hébergements sociaux*. Paris : Observatoire du Samusocial, Onpes.

⁸ Nous vous invitons à lire l'interview d'Édouard Gardella : Mouillard, S. (2019, 4 décembre). Pour aider les sans-abri, il faut s'appuyer sur les liens qu'ils ont créés dans la rue. *Libération*.

